

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n° 107 MARS 83 3,50ff./30fb./2fs./0.70 cts. Can.

la gauche, comme la droite, n'a que la misère à offrir

■ Après les élections, une certitude : on va voir le gouvernement développer bien au-delà du plan de "rigueur" de juin 82 l'austérité anti-ouvrière. Le chômage va se déployer avec la même fulgurance en France qu'en Allemagne ou aux Etats-Unis. L'exploitation va se renforcer de façon draconienne, la paupérisation ouvrière s'étendre. Car ce sont là les échéances que la bourgeoisie française ne peut plus différer. Car ce sont là des exigences impérieuses pour n'importe quelle bourgeoisie nationale, pour toute fraction politique aux rênes de l'Etat bourgeois.

En France, il y a dans la situation actuelle quelque chose qui ressemble à une veillée d'armes !

Quand les derniers feux de la campagne électorale se seront éteints, la question cruciale pour la bourgeoisie, à savoir, comment imposer à la classe ouvrière un surcroît d'austérité et de chômage sans pour autant créer les conditions d'une explosion sociale échappant au contrôle de ses partis de gauche et de ses syndicats, n'aura toujours pas reçu de réponse véritable. Loin de là !

La bourgeoisie en France aura beau avoir essayé trois mois durant, de mener un travail d'intoxication idéologique, de redonner un souffle de vie aux vieux mythes démocratiques et à l'éternelle fausse opposition entre la "droite" et la "gauche", elle ne pourra pas éviter les véritables questions.

EDITORIAL

■ Décomposition d'un monde qui s'enfoncé dans une crise économique sans issue, augmentation permanente des budgets d'armement, permanence de la guerre au Moyen-Orient, génocides en Afrique, après l'Asie et l'Amérique centrale, massacres en Inde... Les conséquences de la crise économique accélèrent la barbarie dans le monde, accentuant le décalage avec les énormes possibilités existantes pour assouvir les besoins des hommes.

Pourtant, si l'on regarde l'évolution du monde depuis les débuts de la crise ouverte qui a recommencé à la fin des années 60, il n'y a pas dans cette misère que la misère. Dans une situation de plus en plus tendue, mûrit une révolte qui ne peut que profiter de l'expérience accumulée.

Il y a 15 ans, les vagues de luttes dans tous les pays, après mai 1968, avaient soulevé de formidables espoirs. Cependant, nombreuses étaient encore les illusions qui pesaient à la sortie de toute une période de "reconstruction" d'après-guerre, de "calme social" et d'atomisation comme il n'y en avait jamais eu dans l'histoire.

Il y a 15 ans, les réactions contre la guerre du Vietnam, étaient obscurcies par la défense d'hypothétiques indépendance et développement des pays du tiers-monde. Aujourd'hui, non seulement, les pays les mieux lotis du tiers-monde s'effondrent, mais aussi les économies les plus fortes de l'occident. Le problème du "tiers-monde" apparaît clairement non plus comme celui du tiers-monde mais de toute l'organisation mondiale.

Il y a 15 ans, la révolte contre les conditions de vie imposées, avait été stoppée par un certain recul temporaire des Etats : 15 % d'augmentation des salaires en France, annulation des hausses en Pologne. Aujourd'hui, l'Etat ne peut plus reculer et l'illusion que le capitalisme puisse donner quelque chose est contredite par toutes les expériences de grèves accumulées depuis, et par le manque de perspectives autres que le pire.

S'il subsiste encore certaines illusions sur le fait de s'en sortir mieux "en aidant l'économie nationale dans la guerre économique" ou en luttant pour une certaine "indépendance nationale", l'antagonisme entre les classes



En février 82 à Bruxelles, les ouvriers enfoncent le cordon syndical et s'affrontent à la police.

Dans la misère qui s'approfondit dans le monde actuel, il n'y a pas que la misère, mais une révolte qui mûrit et qui ne pourra que profiter de toutes les expériences accumulées au cours des années passées.

tend à passer devant l'antagonisme entre les nations, avec le heurt de plus en plus marqué entre les intérêts de ceux qui produisent et les intérêts du capitalisme et de ses gestionnaires.

Il y a 15 ans, l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS en représailles à un "mouvement d'indépendance nationale" avait porté un coup supplémentaire au "modèle socialiste" à l'Est après la Pologne et la Hongrie en 1956.

Aujourd'hui, le mouvement des ouvriers en Pologne en 1980, malgré toutes les tentatives qui ont été faites de noyer le poisson sous des spécificités nationales ou religieuses, a achevé de démolir le mythe et ouvert une brèche entre l'Est et l'Ouest, en faisant apparaître plus clairement que les ouvriers se battent pour la même chose des deux côtés.

Il y a 15 ans, malgré l'ampleur de leurs mouvements, en France, en Italie ou en Pologne les ouvriers étaient restés cantonnés dans leurs usines ou leurs secteurs, enfermés dans les mailles du tissu syndical. Depuis, que ce soient les grèves de 78-79 en Grande-Bretagne, en Hollande ou en France (où on a vu des tentatives réelles d'extension) ou surtout en Pologne en 1980, les ouvriers ont montré leur capacité à lutter collectivement au-delà de toutes les corporations. Face à ce mouve-

ment de masse, la bourgeoisie internationale a dû conjuguer ses efforts pour créer le barrage syndical de Solidarnosc. Ces tentatives de la classe ouvrière ont montré qu'elle rencontre devant elle tout l'arsenal de gauche de l'Etat. Mais elles ont montré aussi quelle est la tendance qui s'est manifestée depuis 15 ans : la tendance vers l'UNITE sans laquelle les ouvriers ne pourront jamais imposer la satisfaction de leurs besoins. Depuis, dans les grèves en Belgique l'année dernière ou dans celles d'Italie en janvier, on a vu une critique plus ouverte de la gauche et surtout des syndicats, critique indispensable pour que la tension qui se manifeste vers l'unité se réalise dans la pratique.

La perte des illusions, l'affirmation d'une autre force que la bourgeoisie dans la société sont des tendances réelles dans ce monde, qui conditionnent la construction dans les faits d'un projet révolutionnaire. On ne peut comprendre la lenteur de son développement et les difficultés auxquelles il se heurte qu'en mesurant l'étendue de ce projet, sa portée historique et mondiale et qu'en mettant à nu le principal obstacle qu'il rencontre: la gauche et les syndicats.

Ses deux principales forces politiques de mystification et d'encadrement des exploités, le PC et le PS, seront encore en position de devoir conduire à la tête de l'Etat, l'attaque permanente des conditions de vie du prolétariat qu'exige la défense du capital national dans le cadre de l'effondrement de l'économie capitaliste mondiale.

Ses principales forces de police syndicales, la CGT et la CFDT, seront encore en position de devoir soutenir le gouvernement de gauche tout en continuant à prétendre que c'est à eux que les ouvriers doivent faire confiance pour organiser, orienter leurs luttes de résistance contre les mesures prises par ce même gouvernement.

Dans le même temps, la possibilité de différer la mise en place de mesures d'austérité draconiennes, de ralentir un tant soit peu la progression du chômage en recourant à une politique d'endettement massif, comme elle l'a fait durant ces vingt derniers mois, aura atteint un nouveau point limite.

La possibilité de maintenir dans l'expectative les ouvriers, en faisant mine de-ci de-là, de mettre en place de pseudo-réformes visant à améliorer leurs conditions d'existence, déjà passablement amoindries depuis le tournant vers l'austérité amorcé en juin 82, appartiendra au passé. L'heure de faire payer à la classe ouvrière le coût de sa politique de fuite en avant économique, qui n'a fait qu'aggraver la perte irréversible de la compétitivité de l'économie française sur le marché mondial, aura déjà sonné.

suite p2

Sommaire

FRANCE	
-grèves dans l'automobile.....	p.2
-le piège des élections.....	p.3
-Barbie : un coupable qui tombe à point.....	p.3
LE MYTHE DE LA REVOLUTION "TECHNOLOGIQUE".....	p.4
POLEMIQUE : la division du monde en blocs de nations.....	p.5
Exodes, chômage : la décadence.....	p.6
LE MARXISME, PLUS QUE JAMAIS A L'ORDRE DU JOUR.....	p.7
LA FARCE SINISTRE DES "ACQUIS SOCIALISTES".....	p.8

LISEZ NOTRE BROCHURE LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE



Courant Communiste International

SUITE
de la p1

la gauche
comme la droite
n'a que la misère à offrir

Quant au subterfuge idéologique consistant à justifier les mesures impopulaires prises par la gauche en mettant en accusation "le passif économique laissé par le gouvernement précédent, la droite revancharde et le patronat hostiles aux réformes", il se révélera pour ce qu'il n'a jamais cessé d'être : du vent !

Oui ! Quand les derniers feux de la campagne électorale se seront éteints, la bourgeoisie en France, toutes fractions confondues, pourra se féliciter d'avoir réussi une nouvelle fois encore, à semer le trouble dans l'esprit des ouvriers.

Mais rien dans la situation économique mondiale, ni l'annonce d'une certaine "reprise" aux USA, ni la baisse du prix du pétrole, ne viendront permettre de s'éviter encore longtemps d'avoir à accentuer massivement son attaque des conditions de vie de la classe ouvrière. Rien dans la situation sociale en France même, ni le processus de désyndicalisation qui n'a cessé de s'accroître depuis 20 mois parallèlement à une perte de confiance grandissante des ouvriers dans la gauche, ni la reprise des luttes ouvrières qu'annoncent les combats actuels dans l'automobile, ne pourra plus lui permettre de mentir sur sa propre situation.

Après avoir commis l'erreur d'avoir laissé accéder ses forces de gauche au pouvoir en mai 81 (voir R.I.n°86), elle continuera à se trouver dans l'impasse. Le besoin de renforcer son dispositif anti-prolétarien à la base, dans les usines et dans la rue, en libérant un maximum de ses forces politiques et syndicales de gauche du carcan de la solidarité gouvernementale où elles usent rapidement et inutilement le crédit qu'elles conservaient auprès de la classe ouvrière, se fera sentir avec toujours plus de force.

Aussi, n'y a-t-il rien d'étonnant dans cette situation, qu'un Giscard d'Estaing, ex-président de la République, désormais leader parmi d'autres d'une droite divisée, affaiblie et impuissante, se soit mis, au delà d'un pur souci électoraliste, à évoquer le danger qui la menace, et à envisager les moyens de le conjurer. En rappelant à tous ses pairs qu'"il y a un risque d'explosion, c'est-à-dire la possibilité dans laquelle un certain nombre de frustrations, dans des catégories sociales, dans des régions, conduisent à une déflagration (sic), à des manifestations de plus en plus nombreuses dans les rues, avec risque de conflits violents dans certaines zones quand les seuils de tolérance sont franchis dans le domaine social", et que cela "est très dangereux pour la France".

En demandant à la gauche de prendre au plus tôt, contre ce risque, l'initiative d'une rupture en son sein. En lui signifiant bien que tant qu'elle

ne la fait pas, le jeu "opposition de droite-gouvernement de gauche" perdure sans vraiment parvenir à mystifier les ouvriers. Et que, par ailleurs, ceux qui, dans la "droite", sont prêts à soutenir un gouvernement présidé par un socialiste, se trouvent, du fait de la prolongation de cette politique, immobilisés (cf. "L'Express" de janvier 1983).

De même n'y a-t-il rien d'étonnant non plus à ce que deux dirigeants de la "gauche unie", Maire et Rocard, soient venus délibérément bousculer le jeu électoral établi selon un schéma droite-gauche, et annoncer de but en blanc ce de nouvelles mesures d'austérité "inévitables donc nécessaires", étaient étudiées pour entrer en vigueur au lendemain des élections. Une telle démarche obligeant le gouvernement Mauroy, une partie du PS, le PC, à nier et à s'engager sur des promesses qu'ils savent bien qu'ils ne pourront tenir. Une telle démarche ayant l'immense avantage pour toute la bourgeoisie de laisser entendre aux exploités qu'il y a une "bonne gauche" et une "mauvaise gauche", de poser de façon spectaculaire les jalons d'un "débat" au sein de la gauche qui devra s'intensifier dans les mois à venir pour justifier aux yeux des prolétaires le retour dans l'opposition de certaines fractions au pouvoir, PCF en tête.

Oui, quand les derniers feux de la campagne électorale se seront éteints, sans doute verra-t-on en France la bourgeoisie redoubler d'effort pour tenter de sortir de l'impasse politique dans laquelle elle s'est mise en mai 1981.

Qu'il lui faille pour y parvenir surmonter bien des difficultés, à commencer par les inévitables conflits d'intérêts partisans entre ses différentes fractions et tendances, que cela lui fasse perdre encore plus de temps qu'une défense cohérente de ses intérêts de classe ne l'exige déjà, c'est son problème et c'est tant mieux.

Mais l'essentiel, c'est que les ouvriers, après s'être laissés piéger pendant des années dans la fausse opposition entre droite et gauche, ne rentrent pas dans les faux débats auxquels la bourgeoisie a déjà commencé à les convier ; qu'ils se refusent à choisir entre droite et gauche, "utopistes" et "réalistes", "partisans d'une austérité de gauche autogestionnaire" et "partisans du vrai changement", "protectionnistes" ou "anti-protectionnistes".

L'essentiel, c'est que la classe ouvrière engage massivement la lutte contre l'Etat capitaliste dont tous ces courants sont partie prenante en prenant conscience qu'ils poursuivent, au-delà de leurs divergences réelles ou fictives, un seul but : l'enchaîner à la défense d'une économie nationale qui s'effondre, dévoyer ses luttes dans des impasses, l'empêcher à tout prix de trouver la voie vers la révolution communiste mondiale.

L.L.

GREVES DANS L'AUTOMOBILE

PAS D'EXTENSION DES LUTTES
POSSIBLE
AVEC LES SYNDICATS

Depuis deux mois, on voit la bourgeoisie, sa gauche, sa droite, ses partis, ses syndicats, mettre vraiment ce qui s'appelle tout le paquet pour rétablir l'ordre du travail capitaliste dans les usines de la construction automobile. Certes, ces grèves sont absolument symptomatiques d'un climat de tension sociale dont l'on sent un peu partout en France augmenter aujourd'hui la pression dans les rangs ouvriers.

Les grèves dans l'automobile sont d'autant mieux symptomatiques de cette pression qu'elles traduisent le regain de combativité du mouvement ouvrier, pour ainsi dire, au cœur du capitalisme français. La construction automobile est évidemment le secteur le plus primordial de l'économie française. Elle concentre, dans des usines comme celles de Renault-Flins et Billancourt, Chausson-Genevilliers, Citroën-Aulnay, certainement les plus massifs bataillons ouvriers en France. Ces luttes dans l'automobile, d'une manière concentrée, certifie bien qu'il y a dans l'ensemble de la classe ouvrière de France une tendance à remettre en cause l'espèce de "paix sociale" que l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 81 a entraînée. Il y a dans les grèves actuelles, quelque chose comme un refus des discours légalisants de la gauche, comme une indiscipline avant-coureuse d'une rébellion vis à vis des partis et des syndicats "ouvriers". Mieux que tout le reste, on peut se rendre compte de l'existence de cette pression ouvrière dans le fait que, malgré tout le paquet mis afin d'assagir la combativité des ouvriers de l'automobile, les forces bourgeoises ne sont pas encore tout à fait parvenues à leurs fins après deux mois. Le travail est mal repris.

Quand nous disons "tout le paquet", nous disons bien, car vraiment, c'est à toute la panoplie des ressources anti-grèves à laquelle nous avons eu droit de la part de la bourgeoisie et de ses syndicats. Toutes les facettes de son art de briser les grèves, toutes les expériences de son professionnalisme contre la lutte ouvrière la bourgeoisie l'a fait donner en même temps, frénétiquement, saisie d'un zèle même assez rare chez elle. Dans le même moment donc, ou quasiment, elle a, avec ses syndicats, cherché à :

- réduire les grèves à des problèmes en propre "d'immigrés", lorsqu'il n'y avait là que questions d'ouvriers qui concernent toute la classe;
- enfermer les ouvriers dans les questions catégorielles (ouvriers spécialisés contre ouvriers professionnels);
- monter les grévistes contre les non-grévistes, les immigrés contre leurs frères de baigne industriel.
- utiliser l'art de la division entre confédérations syndicales;
- Ainsi, non seulement les grèves, parties sur une même revendication de départ (300f pour tous) se sont vues réduites à une mosaïque disparate, chacun dans son coin, mais encore les syndicats ont encore une fois tenté d'occulter les vraies questions derrière la "défense des syndicalistes" en gonflant démesurément des affrontements entre CGT et CSL à Citroën-Aulnay.

Si la bourgeoisie a du tant "mettre le paquet" par rapport à ces grèves, ce n'est pas tant par rapport à ces grèves elles-mêmes, en particulier, mais à cause de la situation sociale en France en général, qui est lourde de menace, surtout pour la gauche et les syndicats.

Aujourd'hui, l'asphyxie dans laquelle s'est enlisée l'économie française précipite les échéances et réclame la mise en place urgente de mesures anti-ouvrières beaucoup plus brutales que celles jamais avancées jusqu'ici: licenciements, et compressions de salaires en tête. La bourgeoisie ne peut se permettre de laisser la moindre latitude aux ouvriers dans ces luttes, alors même que l'ensemble de la gauche au pouvoir, soutenue par les appareils syndicaux, est de moins en moins en mesure de laisser la moindre illusion sur une perspective meilleure dont elle serait porteuse.

Ce qu'ont montré les dernières grèves dans l'automobile, c'est que les luttes se confrontent aujourd'hui de plus en plus directement à l'Etat, sans que la "gauche" puisse faire tampon, ou accuser la droite de "mauvaise volonté" qui détournerait l'Etat de sa tâche d'"arbitre social". D'autant plus lorsqu'il s'agit de Renault, d'une entreprise "nationalisée"...

Ce qu'ont montré les dernières grèves dans l'automobile, c'est qu'il devient de plus en plus urgent de casser l'isolement dans lequel les syndicats maintiennent les ouvriers. Des ouvriers qui ont de plus en plus directement les mêmes revendications, qui se confrontent de plus en plus ouvertement aux mêmes obstacles, aux mêmes ennemis, aux mêmes faiblesses.

Ce n'est qu'en s'opposant à la gauche et aux syndicats que les ouvriers pourront développer la tendance réelle à la communauté de lutte qui se manifeste, que les ouvriers pourront acquérir une force réelle pour s'opposer à une situation qui se dégrade à une vitesse grand V.

C'est ce qu'ont montré aussi les dernières vagues de lutte en Italie, en janvier, ou celles de Belgique l'année dernière : la situation tend à provoquer des réactions plus massives (pour ces deux pays, il s'agissait de mouvements touchant tout le pays) et la critique de la gauche et des syndicats s'y exprime plus ouvertement. Nulle part, les ouvriers n'ont quelque chose à gagner derrière les syndicats et la gauche. Chaque fois qu'ils se sont laissés diriger et manoeuvrer par eux, ils n'ont abouti qu'à des impasses et à une démoralisation profonde.

Le sens dans lequel évolue la réalité n'est pas celui d'une division accrue entre ouvriers face à la crise. La réalité exige au contraire une extension et une généralisation de plus en plus grande du combat.

le piège de la démocratie

"L'Etat capitaliste est le représentant de la classe dominante pour le prolétariat. Il protège l'économie capitaliste et la propriété privée. C'est le bourreau des exploités. Sa juridiction est une justice de classe. Son organisation et son administration (syndicats, bureaucratie, parlementarisme, élections, éducation) baillonnent et répriment le prolétariat. Elles permettent à un nombre restreint de gouverner à une immense majorité de sujets. Elles réduisent les prolétaires à être des accessoires de la machine. En haut : des chefs bénis des dieux et sans grande responsabilité, puis des administrateurs qui dépendent entièrement d'eux, et, tout en bas, les masses dépossédées de droits, auxquelles on jette des miettes ou auxquelles on met des brides : cela dépend de la facilité avec laquelle on croit pouvoir calmer "la bête". (tiré de "La Gauche Allemande", recueil de textes de 1920 à 1922)

■ Depuis l'entrée du capitalisme dans sa phase de crises et de guerres, les différentes bourgeoisies avec leurs partis et leurs coalitions interchangeables, démocrates et républicains, conservateurs et travaillistes, socialistes et communistes, organisent des campagnes électorales plus ou moins spectaculaires en faisant croire que les élections peuvent permettre aux exploités d'attendre de l'Etat bourgeois un sort moins pénible et de meilleures conditions d'existence.

Quelles que soient les équipes au pouvoir, aucun gouvernement n'a amélioré fondamentalement le sort de la classe ouvrière.

La politique d'un parti est entièrement dictée par des nécessités qui le dépassent, et qui sont les intérêts de l'économie capitaliste, basée sur l'exploitation d'une classe par une autre et le profit.

Les élections sont une énorme duperie qui a plusieurs fonctions :

1°) Elle veut faire croire qu'il y aurait une égalité entre chaque individu du composant la société, qu'il soit riche ou pauvre. Elle masque ainsi que le monde est divisé en deux classes antagoniques, et que les intérêts de la bourgeoisie et de son Etat ne peuvent se réaliser que contre la classe ouvrière, de même que la défense des intérêts de la classe ouvrière ne peuvent se développer que contre la classe bourgeoise.

2°) Elle introduit l'idée que l'on peut choisir, agir sur les rouages de la vie politique, alors que le choix proposé est "quel exploitateur voulez-vous ?" et qu'il n'y a pas à choisir entre la peste et le choléra.

3°) Elle fait ainsi de la classe ouvrière une somme de citoyens atomisés, et, comble de la liberté de choix, on lui donne le droit - et le devoir - de choisir, secrètement, dans un isolement qui le tiendrait loin des influences extérieures, alors qu'il vient d'ingurgiter une dose massive de soporifique électoral, à travers toute la campagne pré-électorale.

Ainsi, la bourgeoisie arrive à couper le prolétariat de ce qui fait sa force : elle lui retire tout sentiment d'appartenir à une classe, et l'empêche de réfléchir collectivement, de lutter pour ses intérêts propres. Par le biais des élections, la bourgeoisie devie les revendications ouvrières de leur terrain et empêche la classe ouvrière de se constituer en tant que force collective.

les années 70

Cette mystification électorale, la bourgeoisie est capable de la formuler de manière adaptée selon les contingences économiques et politiques du moment.

Les années 70 sont les années qui marquent les débuts de la crise économique et les premières réactions de la classe ouvrière dans les pays industrialisés (France en 68, Italie en 69, Pologne en 70...).

Ce sont les années où l'on pouvait encore s'illusionner sur la possibilité de trouver une solution à la crise. Aussi, tandis que les équipes au pouvoir commençaient à mener une politique d'austérité, les équipes dans l'opposition menaient grand battage sur le fait que la crise était le fruit d'une mauvaise gestion, et, à renfort de grandes promesses, promettaient de faire mieux "si on votait bien", si "on faisait le bon choix". Rappelons-nous en France, c'était la période du Programme Commun.

Durant toute cette période, on assistait en Europe à toute une série de changements dans les équipes gouvernementales : Espagne, Suède, Belgique. Et les exemples les plus riches d'enseignements pour la classe ouvrière se déroulent en Grande-Bretagne où les travaillistes accèdent au pouvoir et en Italie où le parti communiste italien devient le bras droit (ou gauche ?) de la démocratie-chrétienne.

Ces années-là montrent que, quelle que soit l'équipe au pouvoir - fasciste en Espagne à laquelle succède le démocrate Suarez- travaillistes ou conservateurs, droite, centre ou gauche, tous les Etats ont mené la même politique : celle du capital national, qui nécessite partout que soient prises des mesures anti-ouvrières, d'austérité et de chômage de plus en plus importantes au fur et à mesure que s'approfondit la crise.

Nous avons assisté à peu de grèves durant toute cette période. D'une part parce que le niveau de la crise n'était pas suffisamment aigu pour pousser en avant la lutte de classe, mais aussi parce que toutes les illusions entretenues par les promesses électorales ont rendu la classe ouvrière passive et attentiste et l'ont éloignée de son terrain de classe.

l'usure des illusions

Mais chaque période porte ses fruits pour la classe ouvrière, même si le chemin de la maturité est complexe et difficile. Après cette période d'alternances gouvernementales, nous assistons aujourd'hui à une usure de la mystification électorale et à une désillusion face aux partis de la bourgeoisie.

D'une part parce que la crise s'approfondit et pose les problèmes de manière de plus en plus crue : pas de mesures sociales mais, au contraire, la bourgeoisie s'attaque aux "acquis" comme l'aide aux chômeurs ou la sécurité sociale, et applique des mesures d'austérité de plus en plus fortes chaque année (érosion progressive de salaires, impôts supplémentaires...).

D'autre part, parce que cette politique économique n'est pas l'apanage de tel ou tel parti, mais de chaque Etat capitaliste, quelle que soit l'équipe au pouvoir. L'alternance droite-gauche apparaît pour ce qu'elle est : un bluff, du vent, et ce particulièrement en France, où la gauche au pouvoir continue la politique de Raymond Barre qu'elle trouvait si scandaleuse... avant d'être à son tour sur la sellette gouvernementale... De plus en plus, la classe ouvrière amalgame la droite et la gauche et perd ses illusions sur le fait que l'une vaudrait mieux que l'autre.

La virulence de la droite, outrancière, et la menace de destabilisation gouvernementale qu'elle fait peser, renforcent la gauche : "Chirac, Giscard, Barre, c'est pire que la peste" jette Marchais, en jouant les Cassandre. Il lance un appel aux "mécontents" : "Si par malheur, ils s'abstenaient un tant soit peu, ils favoriseraient un retour à la politique dont ils ne voulaient pas". Tout ce faux débat arrange la gauche, et elle remercie tranquillement la droite par la voie des mass-media : "en se déchainant sur le thème "Annulons le 10 mai, revenons en arrière", déclare Huguette Bouchardeau (PSU) "la droite mène la meilleure campagne en faveur de la gauche", tandis que Paul Laurent exprime sa reconnaissance à Raymond

Barre : "Je crois personnellement qu'il devrait continuer et que la mobilisation de ceux qui pourraient avoir tendance à confondre droite et gauche dans cette période serait facilitée".

On pourrait caricaturer la campagne électorale par "Vous n'aurez rien à gagner avec la gauche, mais vous pourriez perdre quelque chose avec la droite". Tout ce faux débat, qui rend confuse la prise de conscience qu'il n'y a rien à gagner avec aucun et de plus en plus à perdre avec tous, est alimenté par les rabatteurs gauchistes.

le gauchisme contre la lutte de classe

Dans cette campagne sont présents les éternels chiens du berger qui tiennent à garder les moutons. Car la vision des trotskystes est bien de voir dans la classe ouvrière un troupeau de moutons qu'il faut guider... dans le giron des partis qu'ils nomment "ouvriers-bourgeois". Les groupes au langage radical, qui se disent "révolutionnaires" ne laissent jamais une occasion passer quand il s'agit de ramener le prolétariat sur le terrain de la bourgeoisie, là où ils ne peuvent que se faire enfermer dans de fausses alternatives.

"Lutte ouvrière" et la "Ligue communiste révolutionnaire" appellent les "travailleurs à mettre en échec la droite tout en exprimant leur refus de la politique d'austérité du gouvernement". La L.C.R. pense que "s'abstenir aujourd'hui, c'est voter à droite", quant à L.O., si elle n'appelle pas à voter pour la gauche, elle appelle à voter pour les listes des groupes d'extrême-gauche, "car, dit-elle, nous n'avons jamais pensé que la gauche ferait autre chose que de servir les intérêts de la bourgeoisie", ce qui ne l'avait pas empêchée d'appeler à voter pour Mitterrand lors des présidentielles... Après tout ce battage, la bourgeoisie aura gagné un temps de repos. Elle aura tenté de faire oublier qu'aujourd'hui, elle ne peut qu'exiger toujours plus de sacrifices de la part de la classe exploitée.

L'alternative ne sera pas proposée par un parti bourgeois. Elle est autrement plus difficile que d'adhérer à un parti ou glisser un bulletin de vote pour lui. La seule alternative pour la classe ouvrière est de lutter pour elle-même, seule et contre tous ceux qui, de la droite à l'extrême-gauche, veulent l'enfermer, la démoraliser, en essayant de la maintenir attachée aux règles du jeu "démocratique" de la bourgeoisie. Les règles de ce jeu sont faites pour que ce soit toujours la bourgeoisie qui gagne. La classe ouvrière n'a rien à y gagner.

C.L.



□ AFFAIRE BARBIE

le vrai criminel de guerre c'est le capitalisme

■ Partout, de grands bruits sont faits autour de l'anti-terrorisme, du "pacifisme" ou des élections pour tenter de masquer la réalité : celle de la crise économique et du manque de perspectives. Parmi ceux-là, on réchauffe le vieil "anti-fascisme" qui a marché en son temps pour aveugler les foules. Les Américains, après avoir nourri pendant des années dans leurs colonies sud-américaines nombre de "criminels de guerre", viennent de livrer à la gauche française - qui, plus que d'autres, est en difficulté -, un cadeau en pâte : Klaus Barbie.

Le Dieu Démocratie est grand et Mitterrand est son prophète ! Là où Pompidou et V.G. d'Estaing avaient échoué, lui a réussi à faire arrêter et extraire en France Barbie, recherché par sa police pour "crimes de guerre". Enfin la démocratie française tient sa proie ! Enfin le bourreau est sous les verrous ! Lourd est le chef d'accusation : des dizaines de milliers de juifs dirigés sur les chambres à gaz, des dizaines de résistants français au poteau d'exécution.

On dresse les bois de la justice ! La belle capture ! Mise en scène internationale pour réchauffer l'anti-fascisme, l'affaire permet qu'on regarde un sous-ordre comme un monstre diabolique. Au Moyen-Age, les pères de l'Eglise expliquaient que les calamités naturelles étaient provoquées par les sorciers malfaisants. Aujourd'hui, les prêtres de la démocratie, expliquent la 2ème guerre comme le fruit du sadique Hitler et de ses séides.

Criminel de guerre, Barbie ? Mais quoi, la guerre ne serait plus l'homicide volontaire, dûment honoré, qui vaut médaille et gloire au soldat distingué au feu ? Nous croyions que tout soldat discipliné, tout officier loyal doit observer le code militaire de son pays, code interchangeable d'ailleurs, couvant partout des tortionnaires. Dans l'exercice du métier des armes, Barbie a obéi à ses chefs pour la grandeur de son pays. Que dirait M. Mitterrand, ce chef suprême de l'armée française, si on lui désobéissait ? Il y en a tant et plus de ces Barbie français qui coupaient nez et oreilles pour civiliser les coloniaux lorsque Blum ou Guy Mollet étaient chefs du gouvernement ! Barbie a joué le jeu, il a perdu. Le succès ayant échoué à l'armée démocratique, l'armée des Alliés s'est battue pour le "droit" et la "civilisation". Mais si l'armée fasciste avait triomphé, l'armée de l'Axe se serait battue pour la "justice", etc. Gloire donc aux officiers et soldats du camp démocratique ! Honte et malédiction à ceux de la Wehrmacht qui ont perdu !

Le S.S. Barbie est devenu un exutoire alors que le nazisme, ce sempiternel danger, n'est plus rien qu'un cadavre. Ce n'est pas lui qui joue les bouchers en Afghanistan, en Israël, en Palestine ou au Nicaragua. C'est bien cela la mystification ignoble de l'anti-fascisme. De toutes ces masses martyrisées, qui ne sont qu'alibis, il s'en moque complètement !

Comme à Nuremberg en 1945, le capitalisme des démocraties essaie de tirer tout le bénéfice moral du procès d'un homme de paille. Accusateurs impartiaux ou faux témoins à charge, tous ces paladins des "droits de l'homme" ? Quand l'Armée Rouge envahissait la Pologne en 39, "bravo !", quand elle "libérait" Berlin, en y massacrant les prolétaires, "bravo !". Quand l'aviation anglaise arrosait d'une pluie de phosphore Dresde, "bravo !", quand les Américains larguaient la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki, ils battaient des mains, Messieurs les "héros de la résistance". Pour ces "Justes", qui tiennent aujourd'hui le glaive de la justice, ces charges emportaient, non la mort atroce, mais un gage de "paix" et de "civilisation".

Maintenant que le terrain de la préparation idéologique de la guerre s'est déplacé sur l'antagonisme Amérique-Russie, ils cherchent à sanctifier la guerre contre le totalitarisme, celle d'hier et celle à laquelle ils œuvrent pour demain. Ceux qui se levaient au "Chant des partisans" pour aller zigouiller le "sale boche" et le "traître", sont d'autres "criminels de guerre" qui essaient de dégrader leur participation à une guerre impérialiste, celle de 39-45.

R.C.

le mythe de la "révolution technologique"

S'IL Y A UNE REVOLUTION A L'ORDRE DU JOUR, CE N'EST PAS UNE "NOUVELLE REVOLUTION INDUSTRIELLE". SEULE, UNE REVOLUTION SOCIALE BOULEVERSAUT LES RAPPORTS SOCIAUX DE PRODUCTION, EST A L'ORDRE DU JOUR.

LA REVOLUTION INDUSTRIELLE A DEJA EU LIEU AU SIECLE DERNIER ET ELLE A BOULEVERSE TOUTES LES ANCIENNES METHODES DE PRODUCTION, ROMPANT UNE DYNAMIQUE ANCESTRALE OU LA NATURE DOMINAIT ENCORE LARGEMENT LES HOMMES.

AUJOURD'HUI, ET DEPUIS LONGTEMPS DEJA, CE N'EST PLUS LE MANQUE DE MOYENS MATERIELS, DE FORCES DE PRODUCTION ET DE TECHNIQUE QUI IMPOSE A L'HUMANITE DE CROUPIR DANS LA MISERE, LA MEDIOCRITE ET LA BARBARIE MAIS SEULEMENT LE MAINTIEN DE RAPPORTS SOCIAUX RENDUS CADUCS ET DECADENTS PAR LE DEVELOPPEMENT MEME DES FORCES MATERIELLES.

AINSI, SEULE UNE REVOLUTION SOCIALE QUI EN BOULEVERSAUT DE FOND EN COMBLE LES RAPPORTS SOCIAUX AU SEIN DESQUELS LES HOMMES PRODUISENT ET REPRODUISENT LES CONDITIONS DE LEUR VIE, REPRESENTE L'AVENIR. REPLACER LES FORCES TECHNOLOGIQUES A LEUR JUSTE PLACE, SERA JUSTEMENT UNE DE SES TACHES ESSENTIELLES.

LES FORCES TECHNOLOGIQUES N'ONT PAS D'AME. LEUR UTILISATION ET LEURS RESULTATS DEPENDENT ESSENTIELLEMENT DES RAPPORTS SOCIAUX AU SEIN DESQUELS ELLES SONT DEVELOPPEES ET EMPLOYEES DANS LES MAINS DU CAPITAL, ELLES SONT DES "POMPES A TRAVAIL HUMAIN" ET DE PLUS EN PLUS DE FORCES DE DESTRUCTION. DANS LES MAINS DE L'HUMANITE LIBEREE DE SES CHAINES D'ESCLAVE, ELLES SERONT LES INSTRUMENTS DE SA LIBERATION.

CE PREMIER ARTICLE SE DONNE POUR TACHE DE CRITIQUER CETTE DUPERIE DE "NOUVELLE REVOLUTION INDUSTRIELLE" COMME PROJET DE NOTRE EPOQUE.

DANS LE PROCHAIN NUMERO, NOUS VERRONS COMMENT LE DEVELOPPEMENT ACTUEL DES FORCES TECHNOLOGIQUES -QUI EST INDENIABLE, MEME S'IL NE CONSTITUE PAS UNE "REVOLUTION"- ACCENTUE LES CONTRADICTIONS INTERNES DE LA SOCIETE BOURGEOISE ET REND ENCORE PLUS CADUC LE MAINTIEN D'UNE SOCIETE D'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME.

■ La "révolution industrielle" ou encore "la révolution technologique" est peut-être la seule explication de fond qui soit donnée aux secousses que connaît la société humaine à l'échelle planétaire.

Pour expliquer notre époque et en dégager les forces motrices, pour caractériser l'immense bouleversement que ces secousses annoncent, l'hypothèse la plus couramment avancée est celle d'une mutation vers l'"ère technologique".

L'avantage immédiat de cette duperie que quelques "images publicitaires" d'informatique suffisent à promouvoir est double:

- D'une part, elle présente l'intérêt

d'offrir "une perspective pour un monde qui croule sous les contradictions, un vaste projet sous la conduite des Etats pour un monde qui ne vit que dans l'immédiat, au jour le jour.

- D'autre part, cette duperie offre l'intérêt non négligeable d'assimiler, sans jamais le dire vraiment, toute réaction de révolte contre les mesures de "rationalisation" a des conceptions rétrogrades, "anti-progrès".

Le mot d'ordre de "révolution industrielle" que lancent les Etats est ainsi l'équivalent d'un taisez-vous et suivez nous. Grâce à vos efforts nous ouvrirons les portes d'un nouveau monde.

la révolution industrielle : mythe et réalité

Cette "nouvelle époque", ses promoteurs et publicistes la qualifient de "troisième révolution industrielle". Déjà ici, une première question s'impose d'elle-même. Si la première révolution industrielle se situe assez facilement au 19ème siècle, par contre nous pouvons nous demander à quelle époque se situe la seconde ? La machine à vapeur et la conquête du monde sur tous les continents caractérisent la première révolution industrielle. Qu'est-ce qui caractérise la seconde ? La seconde guerre mondiale et les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki ? La division du monde en blocs de nations militarisés à outrance et l'accumulation de moyens de destruction inimaginable ? Si c'est cela la réponse, et on ne voit pas quelle autre, on s'imagine facilement ce que recouvre la perspective qualifiée de troisième révolution industrielle. D'autant plus, si l'on considère que le domaine des forces de destruction est le domaine le plus investi actuellement par les nouvelles technologies.

On assiste, au vingtième siècle, à l'inverse du phénomène qui prédominait durant toute la période du développement technologique du 19ème siècle. Contrairement au siècle dernier, le creuset où naissent les développements technologiques et les domaines où, "naturellement", ils trouvent leur champ d'application, c'est le domaine militaire; les applications civiles ne sont que des retombées tardives et limitées.

Comme exemple, nous pouvons prendre l'informatique, l'électronique ou le nucléaire qui sont les bases matérielles sur lesquelles s'appuient ceux qui parlent de "troisième révolution industrielle".

"La puissance économique et industrielle de ce pays (USA) aiguillonnée par la volonté de ne pas se laisser devancer par l'adversaire dans la mise au point d'une arme dont on mesurait l'énorme puissance possible a donné à ces recherches une impulsion d'une vigueur extraordinaire. Sous le nom de code de 'Projet Manhattan', une immense entreprise scientifique et industrielle fut lancée.

1905. CUIRASSE POTEMKINE
Acier rivé. Mécanique de précision. Moteurs vapeur...
L'armement s'empara des enfants de la révolution industrielle.



A partir du début du siècle, le domaine militaire absorbe une partie de plus en plus importante de la production sociale et de la recherche et application technologique née dans les domaines civils, jusqu'au moment où la situation se renverse et où le domaine militaire devient l'origine et la finalité de tous les développements technologiques.

Elle aboutit à l'explosion de deux bombes qui détruisirent Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945 et révélèrent au monde entier l'avènement d'une nouvelle forme d'énergie qui n'était soupçonnée que de quelques scientifiques".

("Pourquoi l'énergie nucléaire", collection du C.E.A. (Centre d'études atomiques)", (p. 103).

L'origine des ordinateurs est, elle aussi, parlante.:

"L'armée américaine (US Army) avait dès 1935 créé un laboratoire de recherche balistique (Ballistics Research Lab) à Aberdeen, aux USA. Le directeur de ce laboratoire s'était fait assister d'un conseil scientifique dont un des membres était le grand mathématicien John Von Neumann (1903-

1957). Un des problèmes posés était de savoir comment accélérer le calcul des tables de tir. H.H. Goldstine qui effectuait son service militaire notait que, pour établir une table de tir d'importance moyenne, il fallait calculer entre 2000 et 4000 trajectoires, chacune exigeant quelques 750 multiplications."

(R. Moreau. "Ainsi naquit l'informatique". Ed. Dunod. p. 36)

Quant à la recherche scientifique, grand dada "des maîtres à penser de la troisième révolution industrielle",

la révolution industrielle du 19ème siècle

Le passage de la production naturelle à la production industrielle ne s'est pas réalisé comme par enchantement, par un coup de baguette magique appelée "science et technique", indépendamment du contexte social et historique. Si le bouleversement industriel a transformé radicalement les anciennes façons de produire, ce bouleversement a été lui-même le produit d'une situation historique particulière : la dissolution des anciens rapports sociaux de production féodaux et l'avènement du capitalisme.

C'est la nécessité d'une production industrielle qui a déterminé l'apparition d'une technologie industrielle adaptée. C'est la nature dynamique de ce mode de production qui avait un monde à conquérir (produire toujours plus, à moindre coût, pour des marchés de plus en plus lointains) qui a imprimé sa dynamique aux forces productives et à leur évolution technologique.

Ce n'est que dans la mesure où le capitalisme conquérait le monde et créait le marché mondial que la technologie investissait tous les domaines de la production. Ce sont les besoins économiques dans un contexte déterminé qui ont été à la base de toute l'évolution technologique et scientifique.

Dans l'esprit général, la révolution industrielle au dix-neuvième siècle est le produit direct de l'invention et de l'application à la production et aux transports de la machine à vapeur. Bien que la machine à vapeur soit une puissante force motrice de la révolution industrielle du dix-neuvième siècle, cette vision n'est pas tout à fait juste.

Cette question est importante dans la mesure où, si on situe la révolution industrielle avec l'apparition de la machine à vapeur, on fait fi de tout un développement antérieur où techniques de production et conditions sociales s'imbriquent très étroitement.

"Dès que l'instrument, sorti de la main de l'homme est manié par un mécanisme, la machine-outil a pris la place du simple outil. Une révolution s'est accomplie alors que l'homme reste le moteur".

(K. Marx. "Le Capital". Livre II)

Ainsi, la manufacture et l'apparition en son sein de la machine-outil maniée par des travailleurs salariés constitue le berceau de la révolution industrielle du dix-neuvième siècle. La machine à vapeur n'intervient que comme le dernier élément d'un processus social et technique long et douloureux.

il est intéressant de noter que là aussi, on retrouve exactement le même phénomène :

"Le monde consacre à des fins militaires une somme de ressources supérieures à ce qu'était la production mondiale en 1900 (...) De plus, le domaine militaire absorbe le tiers de la dépense mondiale en matière de recherche et de développement".

("Armement et désarmement à l'âge nucléaire", "La Documentation Française" n°4456, p.13)

Les fondements qui vont constituer ce processus se situent au sein même du féodalisme avec une division de plus en plus nette de la ville et de la campagne, le développement du commerce et la division du travail entre les différents corps de métiers (époque du compagnonage).

Ce n'est qu'ensuite, mais sur cette base, que la généralisation de l'échange des différents producteurs entre eux, l'accumulation du capital sous sa forme argent dans un nombre de plus en plus réduit de personnes, la séparation des travailleurs avec les moyens de travail et le groupement au sein d'un même atelier de différents corps de métiers, vont engendrer la manufacture.

Avec l'apparition des manufactures et la nécessité qu'impose la concurrence de produire toujours plus et de moins en moins cher, donc dans une période de plus en plus réduite, la division du travail au sein des manufactures se développe sur une grande échelle. Pour gagner temps et précision, l'ensemble du procès de travail est décomposé en une série d'actions les plus simples. Toutes les conditions sont dès lors réunies pour l'apparition de la machine outil et avec celle-ci, le passage de la manufacture à l'industrie.

"La machine, point de départ de la révolution industrielle, remplace donc le travailleur qui manie un outil, par un mécanisme qui opère à la fois avec plusieurs outils semblables et reçoit son impulsion d'une force unique, quelle qu'en soit la forme".

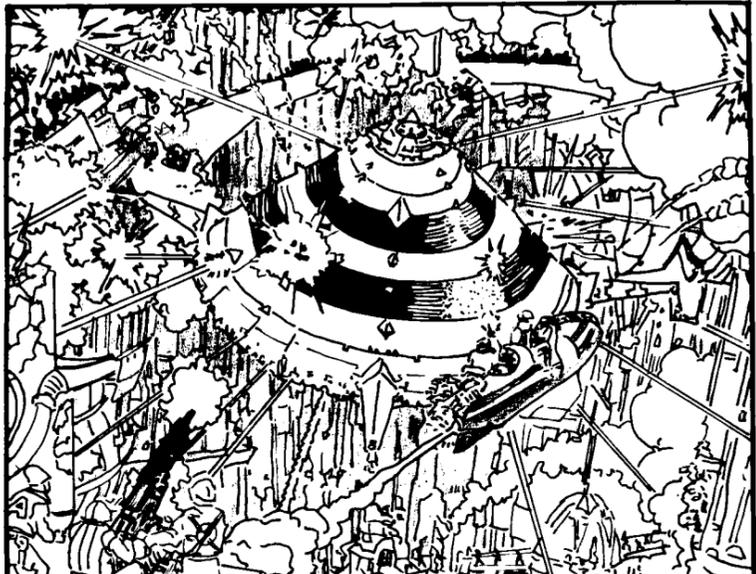
(Marx. Idem)

C'est sur la base du développement du mécanisme que fut introduit :

1) le remplacement de la force humaine, animale ou naturelle par le système à moteur

2) Là où la routine et l'empirisme tenaient lieu d'organisation, les machines-outils et leurs combinaisons mues par des moteurs nécessitent une étude scientifique du mode d'organisation du procès de travail.

Ces découvertes n'avaient pas que des implications dans la production ou dans les transports maritimes et terrestres, mais va être aussi à la base de toutes les innovations techniques qui suivirent. En particulier la capacité de produire une autre source d'énergie sur laquelle est fondée la société industrielle actuelle : l'électricité.



L'idéologie "moderne" et ses représentations à diffusion de masse traduit au travers d'images mythologiques la réalité actuelle. Dans ces représentations, se côtoient moyens technologiques les plus fantastiques et marques de la décomposition générale, rêve et cauchemar, dans une ambiance générale de guerre et d'affrontements de toutes sortes. Autre époque, autre genre, ce style de représentation ne correspond en rien aux illustrations fantastiques du siècle passé, telles les épopées écrites par Jules Verne.

BLOCS IMPERIALISTES : EXPRESSION DE LA FAILLITE DU CAPITALISME

La décadence d'un système d'exploitation n'a jamais été un état figé une fois pour toute jusqu'à l'avènement d'une société supérieure. Il en est de même pour le capitalisme. Bien que décadent depuis 1914, le capitalisme présente une évolution générale que les révolutionnaires se doivent de comprendre pleinement à l'heure historique où se pose pour leur classe la nécessité et la possibilité de faire la révolution. Dans ce cadre, comprendre pourquoi le monde actuel se présente comme deux blocs impérialistes antagoniques, le bloc occidental et le bloc russe, c'est à la fois parvenir à comprendre la situation actuelle et se donner les moyens d'appréhender dans toute sa complexité la période révolutionnaire de demain. C'est de cette question vitale que nous débattons ici avec le Groupe Volonté Communiste.

■ Du 4 au 11 février 1945, la Grande-Bretagne, les USA et l'URSS signent des accords à Yalta qui concluent au net partage de la planète en deux zones, en deux camps militaires retranchés. Ainsi, se retrouvent élargies et renforcées les bases de la plus grande mystification du siècle sur laquelle la contre-révolution va s'édifier durant près de cinquante années. En effet, dès lors, les idéologues bourgeois peuvent sans retenue présenter le monde comme composé de deux types de société antagoniques et fondamentalement différentes : le libéralisme démocratique contre l'autoritarisme "communiste" ou "socialiste". Il se trouve encore aujourd'hui peu de révolutionnaires qui sachent combattre ce poison. Des révolutionnaires qui puissent expliquer que nulle part au monde existe le socialisme. La bourgeoisie a tellement peur du vrai socialisme que pour mieux exorciser le démon, elle a ainsi dénommé les parties de son système mondial d'exploitation qui ont été les plus vite atteintes de sénilité. Celles qui ont été contraintes pour subsister d'adopter de manière plus poussée la forme vers laquelle tend l'ensemble du système : le capitalisme d'Etat. L'accord sur cette position constitue indubitablement un point de reconnaissance et de ralliement entre révolutionnaires aujourd'hui. Sur ce terrain, le Groupe Volonté Communiste (1) fait partie des groupes politiques au côté desquels nous nous reconnaissons pleinement. Cependant, nos chemins divergent dès qu'il s'agit de répondre aux questions suivantes :

- Pourquoi le monde capitaliste a-t-il pris cette configuration impérialiste ?
- Cette dernière est-elle une parmi d'autres possibles ?

tant les rapports de force établis depuis Yalta". ("Révolution Sociale". n°1. Juil.-Sept. 81)

"Les blocs militaires issus du partage du monde de Yalta ne correspondent pas aux rivalités économiques nées de la crise qui s'approfondit depuis la fin de la période de reconstruction d'après guerre. Avec l'intensification de la guerre économique, c'est à L'EMERGENCE DE NOUVEAUX BLOCS QU'IL FAUT S'ATTENDRE. Des blocs qui correspondront aux véritables enjeux de cette guerre et dont la formation se profile déjà (...) Poussés par la défense de leurs intérêts nationaux, de plus en plus menacés du fait de la politique US, les Etats européens seront amenés à remettre en cause l'Alliance Atlantique (...)". ("Révolution Sociale" n°2. Oct. 81) (Tout est souligné par nous)

Nous ne multiplierons pas plus les citations car elles arrivent toutes aux mêmes conclusions. Nous nous attacherons plutôt ici à montrer où réside l'erreur de base de ce "cadre" d'analyse. Le GVC comprend le présent en s'appuyant sur un schéma révolu. Réduire comme il le fait la question économique à son seul aspect commercial -puis- puisque c'est bien de cela qu'il s'agit- c'est confondre l'époque de l'impérialisme généralisé avec celle de l'expansion du capitalisme. Il est juste de dire que de tout temps, l'économie détermine la politique impérialiste, mais la force déterminante de l'économie ne s'exerce pas de tout temps dans les mêmes conditions. Celles-ci évoluent au fur et à mesure que s'accroît le conflit entre le développement des forces productives et le cadre objectif imposé par les rapports de production capitalistes.

Répondre à ces questions ne constitue pas un simple exercice de rhétorique. De la justesse des réponses qu'on y apporte dépend la capacité des révolutionnaires et de la classe ouvrière à comprendre dans tous leurs aspects les conditions dans lesquelles ils luttent actuellement pour la transformation du monde. Le Groupe Volonté Communiste en reprenant mot pour mot l'analyse élaborée à ce sujet dès 1977-78 par son ancêtre défunt : le groupe Pour une Intervention Communiste (1) donne pour sa part une réponse dont seule la fantaisie peut nous impressionner !

"Avec l'aggravation de la crise de surproduction capitaliste, ce sont de nouvelles données qu'il faut prendre en considération, car, à la place des "anciens" blocs de la période de reconstruction qui se sont effrités et dont les grands impérialismes -USA et URSS- se trouvent liés par des intérêts économiques communs, émergent lentement des "nouveaux" blocs qui vont se consolider de plus en plus. En dépit de manoeuvres se voulant ostensiblement spectaculaires (...), l'OTAN et le Pacte de Varsovie connaissent de sérieuses difficultés : le premier, à cause de la rivalité économique entre d'un côté les USA et de l'autre, la CEE/Japon, mais aussi par suite de son retrait de tout le Sud-Est asiatique; le second en raison des contraintes économique-militaires que "l'ours soviétique" fait peser sur son "glacis" de l'Est et de l'utilisation d'autres forces (Cuba, Viet Nam) dans les interventions armées". ("Jeune Taupe". n°23. Nov.-Déc. 78)

"La guerre économique s'intensifie (...) Elle met à nu les réelles tensions inter-impérialistes (rivalités USA/Etats Européens/Japon) en effri-

la constitution du marché mondial

Le XIXème siècle est l'histoire de la constitution du marché mondial capitaliste qui s'accompagne de celle des nations et des Etats capitalistes. Cette période est celle de la conquête de continents entiers, de leur transformation en marchés et de leur protection comme chasses gardées de chaque nation qui étend sa domination. Le monde est alors ouvert au flot impétueux de l'économie capitaliste, qui, par sa seule force fait s'effondrer toutes les barrières féodales. Les nations les plus riches se retrouvent à la tête de vastes empires coloniaux, chacune d'entre elles peut prétendre se défendre et attaquer "seule contre tous" dans la mesure où la guerre est source de développement accru, de puissance commerciale affermie. La recherche du profit, la concurrence économique, la division d'intérêts poussent à cette époque le capitalisme sur une voie toujours plus large d'extension. Simultanément, se consolident les nations qui sont les structures permettant une rationalisation, une systématisation du progrès capitaliste. Et les Etats qui se trouvent à leur tête tout en sauvegardant la domination bourgeoise évitent que les conflits d'intérêts particuliers n'épuisent vainement la société. A cette époque, cette tendance à la centralisation du capital est la manifestation de sa puissance, de sa capacité à mener un processus historiquement progressif. Déjà, arrivé à ce point, en suivant la logique du GVC, on ne comprend pas pourquoi ces conflits d'intérêts multiples ont pu mener la société à ce point d'évolution. On ne

En effet, si avec le système à vapeur, l'humanité possédait les moyens de transformer l'énergie calorifique facilement produite par combustion du charbon en mouvement mécanique transmissible, elle acquerrait en même temps la capacité de retransformer ce mouvement mécanique en une nouvelle énergie plus élaborée, l'énergie électrique (système de la dynamo où le mouvement mécanique rotatif est transformé en courant électrique) :

- énergie plus malléable, diffusable, capable pour être utilisée d'être transformée en énergie calorifique (utilisation en particulier pour l'éclairage), facilement retransformable en mouvement mécanique, domesticable avec un degré de précision très grand par l'intermédiaire des moteurs électriques,
- énergie capable d'être transformée en ondes, bases de toutes les communications,
- énergie capable par ailleurs de transformer la structure électronique des éléments, donc la nature des éléments eux-mêmes.

On voit ainsi par un rapide tableau toute la chaîne technologique qu'induit la révolution industrielle du dix-neuvième siècle. En libérant l'exploit-

tation des sources d'énergie telles qu'elles sont données par la nature de manière immédiate, les hommes libéreraient la production des contraintes de la nature. C'était là une véritable révolution, c'est à dire un changement d'état radical où la production de son état "naturel" depuis le début de l'histoire de l'humanité passait à un stade industriel. Changement d'état qui, comme on l'a vu, posait les bases d'un développement ultérieur d'une autre portée, à une autre vitesse.

AINSI, IL N'Y A PAS EU 2 OU 3 REVOLUTIONS INDUSTRIELLES, MAIS UNE SEULE QUI A ENGENDRE L'ENSEMBLE DU MOUVEMENT D'INNOVATION ET DE DECOUVERTE QUI A SUIVI.

Nous voyons ainsi que non seulement la notion de troisième "révolution technologique" est une duperie pseudo-scientifique, mais aussi, comment les possibilités technologiques induites par les découvertes du siècle dernier ont été gâchées et utilisées contre l'avenir de l'humanité au sein d'un système devenu historiquement anachronique, orienté vers la satisfaction du profit et non des besoins humains.

Prénat.

Le développement technologique et la crise de surproduction

■ Le développement technologique actuel, qui, s'il ne représente pas une "révolution" n'en est pas moins indéniable indique-t-il que le capitalisme est en train de franchir une nouvelle étape comme au siècle dernier ?

L'expérience historique nous montre de façon nette :

- 1) depuis la fin du siècle dernier, les grands efforts de modernisation, même s'ils n'ont jamais cessé, n'ont jamais correspondu aux bonds fantastiques du siècle précédent. L'évolution technologique n'entraîne plus un bond des forces productives qui soit en rapport,
- 2) les avancées technologiques durant ce siècle n'ont fait que précipiter la crise de surproduction généralisée. Ainsi, le développement technologique qui précède les années 30 débouche non pas sur une expansion mondiale, mais sur la "grande crise", et finalement sur la seconde guerre mondiale.

"En Amérique comme en Allemagne, la période d'avant la crise (des années 30) se caractérisait par des investissements importants par la modernisation et la rationalisation de l'appareil de production et par un chômage qui fût, en pleine 'prospérité', la conséquence de ces innovations. Dans ces deux pays où l'accroissement de la production avait été particulièrement sensible durant l'époque de prospérité,

sa régression fut également la plus forte, trois fois plus importante qu'en Angleterre". ("Le conflit du siècle". Sternberg, p. 330)

Ce n'est jamais "l'amour de la science et des techniques" qui a incité au développement technologique, pas plus d'ailleurs que la volonté de soulager la pauvre humanité, mais seulement le besoin économique répondant aux nécessités d'expansion, d'accumulation et aux contraintes de la concurrence. Ces lois aveugles, en particulier les lois de la concurrence, n'ont jamais cessé dans les grandes crises de surproduction; au contraire, elles ont été portées à leur paroxysme, ce qui explique que le développement technologique n'est jamais lui-même cessé.

Mais ces développements voulant répondre à la crise de surproduction telle qu'elle s'exprimait au travers d'une concurrence mondiale où chaque économie nationale essaie de se placer sur le marché avec encore plus de marchandises produites à moindre coût grâce aux apports technologiques, n'a abouti chaque fois qu'à précipiter et aggraver à terme la crise mondiale de surproduction généralisée.

C'est ce scénario qui s'est déroulé dans les années 30 et qui s'est déroulé de façon encore plus forte dans les années 70.

Ce qui implique que, malgré les développements technologiques, la production ne fait que chuter. En particulier aux USA d'où proviennent toutes les avancées technologiques de notre époque.

le capital ne peut plus nourrir ses esclaves salariés

Le gouvernement nigérian vient d'expulser du jour au lendemain deux millions de ses travailleurs immigrés à coups de matraques policières.

Il ne s'agit plus là des masses d'individus qui sont toujours rejetées, sans travail, dans les pays sous-développés, mais de travailleurs que le capital nigérian, en connaissant un relatif développement industriel grâce à ses ressources pétrolières, avait pu intégrer à la production.

Dans le contexte de l'effondrement économique total, le pétrole comme les autres matières premières, voit son cours s'effondrer, entraînant une faillite totale des pays comme le Mexique, le Venezuela ou le Nigéria.

Ainsi, ils sont deux millions d'individus, sans aucun avenir devant eux, éjectés pour "cause économique". Pour brutaux que soient ces événements, n'est-ce pas là l'illustration frappante du sort qui est réservé aux travailleurs dont le capital n'a plus besoin?

■ Il y a déjà 26 millions de chômeurs pour les seuls pays de l'OCDE, niveau record depuis la seconde guerre mondiale, 10 millions de chômeurs aux USA et le taux de chômage s'accroît (en un mois, il y a eu une augmentation de un demi-million de chômeurs aux USA). Des pays entiers sont maintenant en état de banqueroute. La Roumanie, la Pologne, l'Argentine, le Mexique, le Brésil ne peuvent plus rembourser leurs dettes.

Et cette crise atteint l'ensemble des pays du monde, qu'ils soient sous-développés ou non. Dans les pays sous-développés, la crise y prend les formes les plus terribles et les plus brutales ; famines qui se développent, populations entières qui croupissent dans des bidonvilles ou exodes massifs. Les derniers massacres d'Assam en Inde et du Zimbabwe en sont les exemples les plus récents. Mais aujourd'hui, la misère, les sans-travail, les marginalisés ne sont plus des phénomènes réservés à ces pays-là.

L'INHUMANITE DANS LES PAYS DU TIERS-MONDE EST LE MIROIR GROSSISSANT D'UNE SITUATION QUI DEVIENT CELLE DU MONDE ENTIER.

L'exode des "boat-people" indochinois avait pu apparaître comme un phénomène isolé, le résultat de la guerre, dû à de dangereux dictateurs sanguinaires. Un phénomène étranger aux pays des "défenseurs des droits de l'Homme". Et la bourgeoisie occidentale avait pu développer une propagande éhontée : l'humanisme des démocraties occidentales contre le totalitarisme barbare des pays de l'Est.

L'exode des immigrés du Nigéria n'a pu donner lieu à un tel déversement des bonnes consciences indignées.

Le Nigéria n'est-il pas, avec son jeu parlementaire, sa liberté de presse, son absence de prisonniers politiques, le pays le "plus démocratique d'Afrique", "ami des démocraties occidentales" ?

Et, de façon trop voyante maintenant, n'est-il fait autre chose que ses "amis occidentaux" en se débarrassant de ses travailleurs immigrés ?

Il y a trois ans, le très socialiste gouvernement Schmidt expulsait "manu-militari" l'ensemble de ses travailleurs d'origine turque. La bourgeoisie française se débarrassait pour une bonne part des travailleurs d'Afrique du Nord et a fermé ses frontières à l'immigration. Et combien de milliers de travailleurs tentent de passer clandestinement des frontières des pays industrialisés ?

Rien que pour le seul Mexique, ils sont 10 000 chaque jour qui convergent vers la frontière américaine (US), traqués par les chiens policiers de la bourgeoisie américaine qui leur a fermé ses frontières.

Si les travailleurs immigrés ont servi et servent encore de bouc émissaire au problème du chômage, s'ils ont été les premiers dans la classe ouvrière à être attaqués par la bourgeoisie parce que les plus faciles à licencier, il apparaît clairement que c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est victime de l'absurdité des lois capitalistes. L'Allemagne s'est débarrassée de la plupart de ses immigrés : le chômage n'a pas été jugulé pour autant. En un seul mois, le taux de licenciés vient de croître de 54 % !

C'est une part toujours croissante de la classe ouvrière dont toutes les bourgeoisies doivent se débarrasser, et de façon aussi radicale dans les métropoles que dans des pays comme le

Nigéria.

Il n'est qu'à voir la situation actuelle de la principale puissance capitaliste mondiale, les USA, où se multiplient les faillites dans les secteurs les plus importants de l'économie : textile, acier, automobile, pétrole. Les chômeurs se retrouvent brutalement jetés à la rue avec des allocations de misère, 14 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, les files grandissent devant les soupes populaires, le nombre des sans-logis s'est multiplié par 4 en un an, les problèmes de malnutrition ont fait leur apparition.

Les USA ont aussi leurs "réfugiés économiques" qui se déplacent d'état en état à la recherche d'un travail. Houston et Dallas ont un camp de réfugiés où sont parqués les "indésirables".

De façon absurde, une part toujours plus massive de l'humanité devient une masse d'indésirables, des bouches en trop à nourrir pour le capitalisme, alors que sont réunies les conditions de l'abondance. G.N.

"LE CAPITALISME NE PEUT PLUS NOURRIR SES ESCLAVES SALARIES. LA BOURGEOISIE EST DEVENUE INCAPABLE D'ASSUMER L'EXISTENCE DE SES ESCLAVES DANS LE CADRE DES LOIS DE SON ESCLAVAGE. CE QUI REVIENT A DIRE QUE L'EXISTENCE DU CAPITALISME N'EST PLUS COMPATIBLE AVEC CELLE DE LA SOCIÉTÉ".

K. Marx - Le Manifeste communiste

blocs impérialistes

suite de la p. 5

peut en effet pas le comprendre si on ne se souvient pas justement que l'extension des rapports de production capitalistes s'est traduite par la constitution puis l'unification du marché mondial. On ne comprend rien à l'impérialisme en tant que phénomène historique si on ne le relie pas à la

question économique traitée du point de vue du marché mondial, ou autrement dit, si on ne considère pas la société capitaliste comme un tout et non comme une simple somme de parties. Une fois le marché mondial constitué et unifié, se pose le problème de son partage.

l'impérialisme

La première guerre mondiale est l'expression de deux faits importants. Le premier et le plus particulier, c'est que l'Allemagne est parvenue à un stade de développement tel, que ses marchés extra-capitalistes intérieurs sont épuisés, empêchant ainsi le cycle d'accumulation du capital de se poursuivre dans ce seul cadre. N'étant pas une puissance coloniale, l'Allemagne est poussée à la guerre afin de chercher à pénétrer des marchés dominés par la Grande-Bretagne et la France. Le second fait est plus général et important. La dimension mondiale du conflit est la preuve que la constitution du marché capitaliste a atteint son point objectif limite; désormais, le capitalisme ne peut plus étendre ses rapports de production et compte tenu des lois anarchiques qui

le régissent, il ne va plus pouvoir dans ce cadre continuer à développer de manière significative les forces productives. Ce qui, hier, était encore source de progrès devient entrave au fonctionnement : le déclin s'amorce.

Dès lors, la question économique ne se pose plus à chaque nation en terme de nouveaux marchés, mais de domination du marché ainsi constitué. La lutte engendrée par cette nécessité devient une lutte à mort. Chaque nation doit pour se développer le faire aux dépens des autres, simultanément, elle doit se défendre de toutes. La question militaire prend alors une importance décisive. Le renforcement de l'armée devient pour chaque Etat national un préalable à tout projet économique.

blocs impérialistes et intérêt national

La première guerre mondiale permet de stopper l'impérialisme austro-allemand dans ses visées expansionnistes et la désagrégation de l'empire austro-hongrois comme unité politique européenne. Ce sont les USA qui tirent le plus de profit de l'éviction de l'Allemagne tandis que la Grande-Bretagne et la France préservent leurs positions sans plus.

A nouveau, la crise de 1929 remet les montres de la bourgeoisie à l'heure de la décadence. Les illusions sur un possible redémarrage comme avant 1914 s'effacent d'autant plus douloureusement pour la bourgeoisie que sa victoire sur le prolétariat entre 1917-23 n'avait pu que la conforter dans ses rêves.

Si nous n'avions alors que les textes du GVC pour comprendre l'histoire, nous serions incapables de comprendre pourquoi, dans les années 30, ce n'est pas entre les USA et la Grande-Bretagne qu'éclate la guerre ! Les USA se

confirment de loin comme le rival commercial le plus dangereux pour la Grande-Bretagne sur les marchés où les surplus commerciaux et les paiements de l'empire britannique sont cruciaux (Inde, Chine, Asie Australe, Canada, Amérique du Sud) alors que l'Allemagne ne rivalise avec la domination britannique que dans les marchés est-européens d'importance somme toute secondaire. En fait, la nouvelle tentative allemande de domination européenne fait courir à la Grande-Bretagne le risque de se voir complètement coupée de ses bases économiques vitales; c'est fondamentalement pour cela qu'elle se voit contrainte de s'allier aux USA qui possèdent la force militaire nécessaire pour contrer une nouvelle fois l'Allemagne. La note que va ensuite payer la Grande-Bretagne à son allié sera salée (2); elle va perdre sa place de première puissance économique mais elle a ainsi préservé son existence même et a réussi à faire en sorte d'entraîner avec elle tous les

pays d'Europe en position de dominés vis à vis d'un chef militaire.

D'un autre côté, l'URSS grâce d'une part à sa taille et d'autre part, à la situation particulière de défaite profonde du prolétariat qui y règne, a réussi depuis la fin des années 20 à consacrer 80 % de sa force économique à développer de manière forcée son industrie d'armements au prix d'une exploitation inouïe du prolétariat parqué dans les camps de Staline. Ceci lui permet de se présenter au seuil des années 30 comme la puissance militaire n°1 en Europe. Dans la deuxième guerre mondiale, l'URSS ne s'allie finalement aux USA que lorsqu'elle sera sûre de pou-

voir assurer et parachever sa position dominante aux dépens de l'Allemagne qui se retrouve partagée en deux et des pays Est-européens qui sont pillés et encadrés en règle par la puissante armée rouge. Ainsi, le processus de désunification du continent européen atteint un stade irréversible. On peut donc voir que la constitution des blocs issus de la deuxième guerre mondiale a correspondu à un processus de vassalisation des pays européens vis à vis des deux chefs militaires du monde. Cette vassalisation n'est donc pas nouvelle et n'apparaît pas avec la crise économique actuelle et elle n'a fait que se confirmer depuis 1945.

que signifie le renforcement des blocs?

La nécessité du renforcement des blocs est loin de signifier une quelconque position de force pour la bourgeoisie. Cela ne veut pas dire qu'une partie de la bourgeoisie consent à se sacrifier pour l'intérêt de tous, cela signifie encore moins que la bourgeoisie dans son ensemble arriverait à dépasser ses propres divisions et contradictions. Bien au contraire, cette nécessité est la preuve matérielle de l'affaiblissement historique extrême du système capitaliste. C'est le GVC qui présente la bourgeoisie en pleine possession de ses moyens puisqu'il lui entrevoit la possibilité de choisir une meilleure solution pour satisfaire ses intérêts !

Les deux blocs se sont constitués comme résultat de l'affaiblissement de la puissance européenne. Les divisions économiques-politiques qui règnent en Europe ne lui permettent plus une perspective d'autonomisation. Voilà plus de trente ans que l'Ouest est armé par les USA et l'Est par l'URSS! De plus, au sein du bloc occidental, les deux principales puissances économiques après les USA (le Japon et l'Allemagne) ont été désarmées après 1945, et le contrôle qu'exercent les USA sur leurs armées y est plus total qu'ailleurs. Et enfin, l'armement est devenu tellement cher et sophistiqué qu'aucun pays autre que les deux "grands" peut prétendre arriver à développer en propre un armement suffisant contrairement aux possibilités qu'avait encore l'Allemagne des années 30 de le faire en cinq ou six ans.

Les bandits impérialistes qui s'assemblent ne le font pas de gaieté de cœur mais parce qu'ils y sont contraints. Répéter sans

cesse, comme le fait le GVC, que la classe bourgeoise est par définition une classe divisée qui ne peut pas par elle-même résoudre ses contradictions est très juste mais aussi très insuffisant; encore faut-il comprendre comment la faillite de son système l'oblige à vivre.

Seule la classe ouvrière parce qu'elle est une classe MONDIALE, ayant partout les mêmes intérêts en commun avec ceux de l'humanité toute entière peut ouvrir la voie à une véritable unification du monde. Seule la classe ouvrière a la possibilité de balayer toutes les frontières, tous les Murs de Berlin, tous les rideaux de fer qui sont autant de vestiges de la préhistoire humaine, de l'âge de la barbarie. L.D.

NOTES

- 1) Le GVC est un groupe né à la suite de la faillite du groupe PIC (Pour une Intervention Communiste) au début de l'année 1981. Il édite le journal "Revolution Sociale !"
Adresse : BP 30316-75767 PARIS CEDEX 15
- 2) cf. Revue Internationale n°17;
"La Grande-Bretagne depuis la seconde guerre mondiale".

LA POLITIQUE IMPÉRIALISTE N'EST PAS L'OEUVRE D'UN PAYS OU D'UN GROUPE DE PAYS. ELLE EST LE PRODUIT DE L'ÉVOLUTION MONDIALE DU CAPITALISME A UN MOMENT DE SA MATURATION. C'EST UN PHÉNOMÈNE INTERNATIONAL PAR NATURE, UN TOUT INSEPARABLE QU'ON NE PEUT COMPRENDRE QUE DANS SES RAPPORTS RECIPROQUES ET AUQUEL AUCUN ETAT NE SAURAIT SE SOUS-TRAIRE.

(R. Luxembourg. "Brochure de Junius".

plus que jamais le marxisme est à l'ordre du jour

■ "Marx a été l'homme le plus exécuté et le plus calomnié de son temps" disait Engels dans le discours prononcé sur la tombe de son compagnon de lutte.

A cent ans de distance, la bourgeoisie poursuit et combat Marx et le marxisme avec plus d'acharnement et d'appréhension que jamais. Certes, l'attitude de rejet et d'attaque au premier degré dont Marx a été l'objet de son vivant est de moins en moins de mise. Mais, c'est que la bourgeoisie a su se fabriquer d'autres épouvantails. Tout au long du vingtième siècle, elle a perfectionné des méthodes corruptrices de dénigrement envers ses ennemis déclarés.

La déformation de Marx, de son oeuvre et du marxisme s'effectue avant tout sous un aspect mystificateur autrement plus pernicieux et venimeux, à la mesure du formidable arsenal technique et idéologique dont dispose aujourd'hui la classe dominante pour maintenir sa domination : une gigantesque entreprise de récupération qui vise à vider directement sa vie, son oeuvre et son combat de tout contenu révolutionnaire.

Lénine, qui sera lui-même la cible d'une même entreprise "enfermée dans le mausolée que la bourgeoisie a fait édifier en son honneur" disait déjà dans "L'Etat et la révolution" à propos des révolutionnaires : "Après leur mort, on tente de les convertir en icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une auréole de gloire pour la consolation des classes opprimées et pour leur duperie, en même temps qu'on émascule la substance de leur enseignement révolutionnaire, qu'on en émousse le tranchant, qu'on l'avilit".

A l'occasion du centenaire de sa mort, cette tentative de déformation envers Marx et le marxisme tout entier va s'exercer au plus haut point. Toute la bourgeoisie s'apprête à le célébrer à sa façon en déversant de nouveaux tombereaux de mensonges. Qu'on conspu le marxisme ou qu'on déploie des dithyrambes intéressées, que ce soit pour le trouver "dépassé" ou plus dangereusement au nom de l'orthodoxie en adaptant soi-disant cette théorie aux nouvelles réalités de l'époque, ou en le falsifiant, ou pire encore en en faisant une religion d'E-

tat comme dans les pays de l'Est, tous cherchant à l'enterrer. Mais il ne suffit pas de simples déclarations volontaristes pour ériger ce qui a produit les fondements du marxisme : la lutte historique de la classe ouvrière. Parce qu'il est le produit de la lutte pour le renversement révolutionnaire de la société bourgeoise, le marxisme est à ce titre la théorie du prolétariat. En ce sens, il n'est pas une science mais une méthode scientifique produite de l'activité pratique et théorique de la classe ouvrière.

"LE MARXISME N'EST PAS UNE CHAPELLE OU L'ON SE DELIVRE DES BREVETS D'"EXPERTISE" ET DEVANT LAQUELLE LA MASSE DES CROYANTS DOIT MANIFESTER SA CONFIANCE AVEUGLE. LE MARXISME EST UNE CONCEPTION REVOLUTIONNAIRE DU MONDE, APPELEE A LUTTER SANS CESSER POUR ACQUERIR DES RESULTATS NOUVEAUX, UNE CONCEPTION QUI N'ABHORRE RIEN TANT QUE LES FORMULES FIGEES ET DEFINITIVES ET QUI N'EPROUVE SA FORCE VIVANTE QUE DANS LE CLIQUETIS D'ARMES DE L'AUTOCRITIQUE ET SOUS LES COUPS DE TONNERRE DE L'HISTOIRE.

(R. Luxembourg. "L'accumulation du capital".)

Toute l'histoire du 20ème siècle est une illustration de la validité du marxisme sur la claire compréhension que l'histoire est l'histoire de la lutte de classe, de la lutte des exploités contre les exploités, du prolétariat contre la bourgeoisie. Elle démontre aussi la validité de l'analyse critique de Marx envers les lois économiques du système de production capitaliste avec ses contradictions insolubles.

"CHAQUE CRISE DETRUIT REGULIEREMENT NON SEULEMENT UNE MASSE DE PRODUITS DEJA CREEES, MAIS ENCORE UNE GRANDE PARTIE DES FORCES PRODUCTIVES DEJA EXISTANTES. DANS LES CRISES, ON VOIT SE REPANDRE UNE EPIDEMIE SOCIALE QUI, A TOUTE AUTRE EPOQUE, AURAIT SEMBLE ABURDE : L'EPIDEMIE DE LA SURPRODUCTION. (...) IL SEMBLE QU'UNE FAMINE, UNE GUERRE D'EXTERMINATION, LUI AIENT COUPE SES MOYENS DE VIVRE - L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE SEMBLANT ANEANTIS; ET POUR QUOI ? PARCE QUE LA SOCIETE A TROP DE

CIVILISATION, TROP DE MOYENS DE SUBSISTANCE, TROP D'INDUSTRIE, TROP DE COMMERCE.

(Marx. "Le Manifeste du Parti communiste".)

Les deux guerres mondiales, la crise des années 30 étaient la preuve du caractère insurmontable des contradictions qui assaillent le mode de production capitaliste. Le surgissement révolutionnaire des années 17-23, malgré sa défaite, confirmait que le prolétariat est bien la seule classe révolutionnaire d'aujourd'hui, la seule force de la société capable de renverser le capitalisme, d'être "le fossoyeur" de ce système moribond. La crise aiguë du capitalisme qui se développe aujourd'hui balaye les illusions servies par la reconstruction de la deuxième après-guerre. Illusions sur un capitalisme définitivement prospère, illusions sur la "coexistence pacifique" entre grands blocs impérialistes, illusions sur "l'embourgeoisement du prolétariat" et la "fin de la lutte de classe". C'est ce qu'a montré dès mai 68, le ressurgissement historique de la classe ouvrière qui n'a fait que se confirmer depuis, notamment avec les mouvements en Pologne en 1980. Une nouvelle fois se découvre dans toute sa clarté l'alternative indiquée par Marx et Engels : SOCIALISME OU CHUTE DANS LA BARBARIE.

"UN SPECTRE HANTE L'EUROPE, LE SPECTRE DU COMMUNISME."

(MARX. "Le Manifeste du Parti communiste".)

Ainsi, les faits eux-mêmes : la crise, l'aggravation inéluctable des convulsions du capitalisme, le ressurgissement historique de la lutte de classe, montrent que, non seulement, le marxisme n'est pas dépassé mais il est nécessaire d'affirmer haut et clair que jamais les analyses marxistes n'ont été autant à l'ordre du jour. Il revient donc aux révolutionnaires de dénoncer de manière intransigeante les falsificateurs de tout bord du marxisme et rétablir la simple vérité des faits. Il appartient à la classe ouvrière d'en apporter la preuve irréfutable.

réunions publiques

Sur le thème :

"plus que jamais le marxisme est à l'ordre du jour"

AIX-EN-PROVENCE :

Permanence : 16 mars de 18 H à 19 H, Café "La Madeleine", Place des Prêcheurs.

BORDEAUX :

Réunion publique : le 26 mars à 17 H, au Café Victor Hugo, 52, Cours Victor Hugo

Contact-diffusion : Vente de notre presse au Marché St Michel le 26 mars de 10 H à 11 H

CLEF-MONT-FERRAND :

Réunion publique : le 18 mars à 21 H, Ancien Lycée Blaise Pascal

LILLE

Réunion publique

à 15 H 30, 23 rue Gosselet (MNE)

le 16 avril

LYON

Réunion publique : le 22 avril à 21 H. MAJO, Impasse Métral - Villeurbanne, métro République
Permanence le 26 avril à 18 H, même adresse

MARSEILLE

Réunion publique le 9 avril à 21 H, 205, rue Ste Cécile - 13005
Permanence : le 23 mars de 18 H à 19 H à "L'Artistic Bar", 4, cours Joseph Thierry

MONTPELLIER

Réunion publique sur le thème : "CRISE ECONOMIQUE ET PERSPECTIVE POUR LA LUTTE DE CLASSE", le 23 mars à 17 H, salle La Gerbe, 17 bis, rue Chaptal
Contact-diffusion - Vente de notre presse au Marché aux Puces le 12 mars de 11 H à 12 H 30.

NANTES

Réunion publique le 19 mars à 17 H, Centre Social des Bourdéraies, Nantes-Chantenay
Permanence : le dernier vendredi du mois à 20 H 30, même adresse
Contact-diffusion : Marché Petite-Hollande, de 10 H 30 à 11 H 30, le 2ème samedi du mois.

PARIS

Réunion publique : le 12 mars à 17 H, 27, avenue de Choisy, Paris 13e
Permanence : tous les samedis à 16 H, à la même adresse (sauf le samedi de la réunion publique)

▷ R.I.

**B.P. 581
75027 PARIS
cedex 01**

ROUEN

Réunion publique : n'aura pas lieu ce mois-ci.
Permanence le 19 mars à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE

Réunion publique : le 25 mars à 21 H, Cité Universitaire de l'Arsenal, Bât.C
Permanence : tous les vendredis à 18 H 30, au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique)
Contact-diffusion : vente de notre presse les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11 H à 12 H 30, au Marché aux Légumes (près de la Place Jeanne d'Arc) Le 2ème dimanche du mois, de 11 H 30 à 12 H 30 au Marché aux Puces (place St Sernin)

TOURS

Permanence : le 5 mars à 16 H 30, 43, rue Lamartine

Abonnements et versements :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I. : CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu Paris 20°

Directeur de Publication : D.VAN CELST
N° de Commission Paritaire : 54 267

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
écrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDEEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION (R.F.A.)
Post Fach 410308, 5000 KÖLN 41

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER PAR AVION
110 F 120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION
65 F 80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
120 F 120 F 150 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
70 F 80 F 100 F

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

la farce sinistre des "acquis socialistes"

Des congés payés à la retraite à 60 ans, ce que la gauche présente comme des "acquis" aux ouvriers n'est qu'une duperie qui cache mal le renforcement de l'exploitation et le développement du chômage. En 1936, les "réformes" ont fait illusion... et on a aidé à embrigader la population dans une seconde bou-

cherie mondiale. Aujourd'hui, elle apparaît plus clairement pour ce qu'elles sont : une tromperie pour tenter de cacher la faillite de l'économie capitaliste. Il n'y a plus d'amélioration durable des conditions de vie au sein du capitalisme.

Conformément à nos engagements, les travailleurs ont maintenant le droit de prendre leur retraite à 60 ans... Cela constitue une grande conquête sociale, espérée depuis la fin du siècle dernier" déclarait Mitterrand le 9 février. Tous les mass-média aujourd'hui en France, entonnent le même air. Ainsi, le journal "Libération" titre : "Le jour de gloire est arrivé : le ministre jubile, la CGT en appelle à 36, la CFDT s'enthousiasme".

Qu'en est-il donc en réalité de cette fameuse "grande conquête", de cette "gloire" socialiste que serait la retraite à 60 ans ?

En premier lieu, le montant de l'allocation retraite à 60 ans subit une baisse d'environ 3 %. A cette baisse viennent s'ajouter les augmentations des cotisations des travailleurs au régime de la Sécurité Sociale et une ponction sur l'indemnisation du chômage (UNEDIC) qui financent les retraites. Cette mesure apparaît donc immédiatement comme une baisse des salaires et s'accompagne, en plus, d'un emprunt de l'Etat de 16 milliards. Ceci peut signifier à terme, une nouvelle et importante augmentation des cotisations ou -comme l'exemple récent des pré-retraites vient de le montrer- une diminution rapide du montant des allocations. En tous les cas, quelle que soit la forme que prendra cette nouvelle attaque, elle sera inévitable et elle est déjà annoncée par le leader de la CFDT : "... le déséquilibre de la protection sociale va réapparaître et bien avant la fin de l'année. Pour l'UNEDIC aussi, on peut avoir une inquiétude sur l'équilibre de l'année 83. Dans cette situation, le gouvernement doit être amené à agir".

En deuxième lieu, à côté de la baisse salariale qui accompagne ce fameux "acquis" socialiste, la retraite à 60 ans :

- permet de diminuer les effectifs des entreprises dans une société où tous les secteurs ont à faire face à des licenciements. C'est encore Edmond Maire qui avoue : "Jusqu'à la fin mars-début avril, le bénéfice des pré-retraites fait que le phénomène est atténué... mais nous connaissons à nouveau une extension du chômage dans la deuxième partie de l'année". ("Le Matin", 3/2/83). Ainsi, en réalité, les pré-retraites et la retraite à 60 ans apparaissent comme un moyen pour l'Etat de maquiller le chômage;

- comme le soulignent les rapports préparatoires au IXème plan (1984-1988) : "aucun scénario (les 35h. ou la retraite à 60 ans par exemple, ne laisse apparaître la perspective d'une stabilisation et a fortiori d'une réduction du chômage". Dans ce

contexte, où toutes les prévisions annoncent une augmentation du nombre de chômeurs, le cri de la CGT : "Chaque départ en retraite doit être compensé par l'embauche d'un chômeur" apparaît pour ce qu'il est : un mensonge !

Déjà les 39 heures, les nationalisations, etc. cachaient mal l'intensification de l'exploitation et la politique d'austérité du gouvernement (cf. RI n° 95); aujourd'hui, l'accord sur la retraite à 60 ans, à peine né ne parvient pas non plus à cacher le chômage, la baisse du niveau de vie et la perspective d'une situation matérielle encore pire pour les travailleurs.

Il faut noter d'ailleurs que ces "acquis" n'ont pas été l'apanage du seul gouvernement socialiste en France. La plupart des pays industrialisés ont vu notamment, sous l'effet de la crise, une forte diminution du nombre de personnes actives âgées de 60 à 64 ans. Par exemple :

	1970	1979
Belgique	63,8 %	33 %
Allemagne	74,7 %	39,5 %
Gde.Bretagne	86,6 %	75,8 %
USA	75 %	61,8 %

(cf. "Libération", 5 et 6.2.83)

En réalité, ces mesures sont des mesures d'austérité imposées par la crise mondiale à toutes les grandes puissances. Partout, les attaques contre les charges sociales ne peuvent être comprises en dehors des deux grands axes de la politique "dite sociale" de chaque Etat capitaliste :

- augmenter la rentabilité et donc baisser les coûts salariaux,
- limiter l'endettement de l'Etat, qui de plus en plus est le seul moyen de payer les charges sociales.
En résumé, l'Etat est incapable à terme d'augmenter ses dépenses sociales alors qu'il n'arrive même pas à faire face à celles qu'il a engagées.

quels "acquis" ?

Enfin, dans sa tentative de mystifier les ouvriers par la mascarade des "acquis" socialistes, la gauche se réfère aujourd'hui à 1936 et à la fin de la deuxième guerre mondiale. Ainsi, la CGT, par la bouche de Krasucki, clame : "C'est une vraie grande conquête sociale comme il y en a eu en 1936 et à la Libération". Effectivement, elle n'a pas tort. Seulement, ce qu'elle ne dit pas, c'est que les "grandes conquêtes" de 1936 étaient de la poudre aux yeux pour préparer la guerre, et 1945, c'était le "Retrouvez vos manches" sur le fumier des dégâts de la guerre.

Pour ne rappeler que deux exemples (voir sur les "Acquis de 36", l'article publié dans RI n°48) :

- Les deux semaines de congés payés en 1936 : en réalité, peu de temps après la promulgation des premiers décrets, le patronat réclame la récupération des fêtes de Noël et du 1er de l'An. Le gouvernement de "gauche" appuie la demande. Les syndicats recommandent à leurs adhérents d'accepter cette récupération qui doit se limiter à ces deux jours fériés. En fait, la récupération sera étendue à toutes les fêtes légales et même aux fêtes locales.

C'est environ 80 heures de travail supplémentaires par an qui seront ainsi récupérées. Faisons le compte, cela fait exactement deux semaines, les deux semaines de congés payés ! En guise de conquête, très vite on a pu voir qu'elle représentait un gain nul pour les ouvriers.

- Quant aux "conquêtes" de la Libération, des nationalisations à la création des Comités d'Entreprise, elles seront toutes une tentative de mieux faire fonctionner la machine capitaliste dans un monde ravagé par la guerre. Le but qui accompagnera ces fameuses "conquêtes" devra être de travailler encore et toujours plus, et surtout "sans broncher". "Nous appelons à nouveau tous les ouvriers à travailler partout avec ardeur, avec abnégation. Nous leur demandons, en particulier dans les usines de guerre, d'accroître sans cesse leur rendement et de dépasser les plans de production prévus". (B.Franchon. Rapport à la convention collective nationale du 27.3.45).

En 1936, le prolétariat se relève vaincu et défait de la vague révolutionnaire des années 17-23. De plus, l'économie de guerre va, momentanément, atténuer les effets dévastateurs de la crise de 29. La production d'armement notamment va permettre en Europe occidentale (Allemagne, Angleterre, Italie...) une résorption du chômage. En France, la gauche peut alors -dans un contexte de relative stagnation économique- saupoudrer sa venue de quelques "acquis" et faire illusion auprès de la classe ouvrière. Cette illusion, le prolétariat n'a pas le temps de la démasquer. La gauche parachève sa tâche en déployant le drapeau tricolore de l'anti-fascisme et trois ans plus tard, les ouvriers sont embrigadés dans le massacre.

En réalité, la tâche de la gauche -des sociaux-démocrates au PC- et les "acquis" de 36 ont permis en mysti-

fiant la classe ouvrière, de la remettre au travail, de l'embrigader derri-

re la défense nationale et au bout du compte de l'amener... à la boucherie de la deuxième guerre mondiale. Voilà le brillant résultat du Front Populaire : l'écrasement des travailleurs ! Aujourd'hui, en France, la gauche essaie donc de ressortir le même refrain qu'en 1936 sur les "merveilleuses conquêtes" qu'elle accorderait à la classe ouvrière. Mais la situation n'est plus la même. A l'inverse des années 30, la classe ouvrière a ses forces intactes et la bourgeoisie de gauche comme de droite a moins de marge de manoeuvre.

Après la guerre et la période de reconstruction qui l'a suivie, nous sommes à nouveau, dans une situation de crise économique de plus en plus profonde. Si, dans les années 70, la bourgeoisie pouvait donner quelques illusions "sur le bout du tunnel" et la possibilité de réformes pour les travailleurs (les promesses, par exemple, du Programme Commun), dans les années 80, la bourgeoisie n'a plus de réserves et la vérité s'impose. Ainsi, pour citer un dernier exemple, c'est Mauroy qui déclare le 16/2/83 "un an et demi seulement après la promesse des 35 heures sans perte de salaire" : "Au delà de cette année (83), si la croissance ne permet toujours pas de résorber le chômage : ou bien les ouvriers conservent les 39 heures de travail hebdomadaire et ils paient le chômage, ou alors, ils partagent le travail". Faisons donc encore les comptes : non seulement la gauche est loin de tenir ses promesses mais elle annonce une austérité accrue.

Si les illusoirs "acquis socialistes" de 36 ont pu être utiles pour mystifier la classe ouvrière, à présent, dans un monde en crise où on assiste aux déficits même des Etats, chaque "mesure sociale" ne peut plus faire illusion car elle ne peut qu'être : toujours plus de misère ! La gauche a beau vouloir cacher aux travailleurs qu'il n'y a plus d'acquis possibles au sein de ce système, la réalité montre chaque jour que ces acquis sont impossibles. La gauche au pouvoir a beau faire des discours sur le fait qu'elle est "du côté des travailleurs", la réalité montre qu'elle est le défenseur et la gestionnaire de ce système en crise, qu'elle est l'ennemie des travailleurs.

B.

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes -sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "lutes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.